

Toutes et tous en campagne : RÉINVENTER NOTRE MÉTIER



© MILLERAND/NAJIA

Reprendre le métier en main

Au lieu d'avoir les moyens de renforcer leur professionnalité, les enseignantes et les enseignants du 1^{er} degré n'ont jamais été aussi contraints que depuis 2017 par une avalanche de prescriptions (guides, notes au BO, formations imposées...). Évaluations d'écoles, évaluations supplémentaires des élèves en CM1 et en 4^e, plan maternelle pour que les enseignements en GS soient conçus à partir des évaluations CP.. depuis la rentrée 2022, le ministère renforce encore la « culture de l'évaluation ».

La mise au pas du métier enseignant s'incarne dans des injonctions à appliquer de « bonnes pratiques », conçues par des « expert-es » hors la classe s'affranchissant d'une partie de la recherche, sur la base d'évaluations élaborées par ces mêmes expert-es. Ces prescriptions visent à déposséder les PE de la dimension créative de leur métier. Pourtant, appauvrir le métier, c'est augmenter les inégalités. Des chercheurs comme Sébastien Goudeau rappellent que les évaluations normatives ont des effets négatifs sur les élèves qui n'ont pas les « codes » de l'école.

Alors toutes et tous en campagne, avec l'appui de la FSU-SNUipp et des mouvements pédagogiques, débats du métier lors des réunions et stages syndicaux, pour que la classe reste un espace de liberté et le collectif, une ressource.

CINQ ANNÉES DE PILOTAGE PAR LES ÉVALUATIONS: QUEL BILAN ?

La plupart des éléments nécessaires à un bilan étayé figurent dans les études de la Depp¹ :

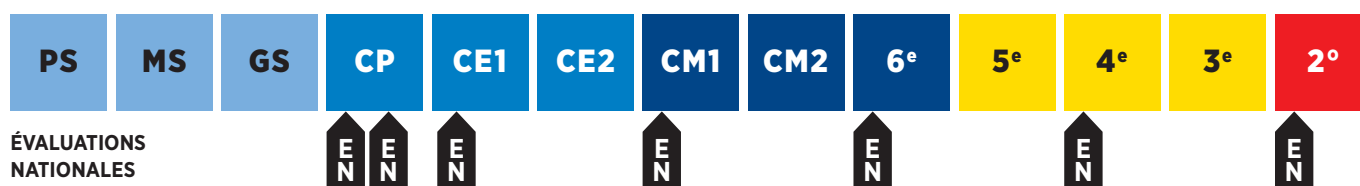
- Les évaluations ne portent que sur une part très réduite des programmes. Ces items sont priorisés dans les enseignements, au détriment d'autres aspects essentiels du programme.
- Le bachotage des items induit par le dispositif d'évaluations, couplé aux pressions, conduit à une atteinte renforcée à la liberté pédagogique.

- Les pratiques des enseignant.es, dont certains renoncent à leurs propres évaluations, sont directement impactées.
- Malgré les moyens dévolus aux dédoublements en éducation prioritaire, les inégalités scolaires n'ont que peu évolué, quand elles ne se sont pas aggravées pour les compétences de plus haut niveau.

1. Depp: direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'Éducation nationale

Ce que veut faire le ministère: renforcer le pilotage

À partir de la rentrée 2023, les évaluations nationales doivent encadrer toute la scolarité obligatoire



À l'école maternelle, l'évaluation positive fondée sur l'observation attentive et continue des progrès des élèves est consignée dans le carnet de suivi des apprentissages puis la synthèse des acquis en fin de cycle.

Un empilement de prescriptions

Ajustements de programmes, notes au BO, guides et vademecums, « bonnes pratiques », mais aussi circulaires sur les APC, les animations pédagogiques et la formation des personnels... Jamais ce qui se fait en classe n'avait été autant soumis à une multiplication de prescriptions pédagogiques que ces dernières années.

À ces dispositifs s'ajoute un pilotage des pratiques enseignantes par des évaluations nationales ne portant que sur une part restreinte des programmes. Ce pilotage qui contraint la forme et le contenu des enseignements, à rebours des programmes, est renforcé en 2023 par de nouveaux dispositifs.

→ Le plan maternelle

Ce plan restreint les ambitions de l'école première aux savoirs « fondamentaux », le vocabulaire, seul, faisant figure de réponse à l'apprentissage du langage. Désignant les évaluations nationales comme la référence pour la GS, il prévoit la comparaison des résultats entre écoles et instruit leur pilotage par « un conseil des directeurs » sous l'égide de l'IEN.

→ Cycle 3

Les préconisations pour le cycle 3 sont, elles aussi, en rupture avec les programmes et leur ambition. La maîtrise des différents langages (oral, écrit, littéraire, scientifique, artistique, corporel...) pour mettre en ordre le monde, le comprendre et agir dessus, est abandonnée. Les apprentissages de plus bas niveau (aspects formels de l'écrit, fluence, fluence numérique...) sont privilégiés. Les évaluations nationales de CM1 et 6^e sont érigés en outils de référence du projet pédagogique de cycle.

→ Conseil Académique des savoirs fondamentaux

Pour piloter les pratiques enseignantes de la maternelle au collège, un Conseil Académique des savoirs fondamentaux est créé. Il a pour missions « le pilotage de la priorité donnée aux fondamentaux », fondé « sur l'analyse des résultats [des élèves] aux évaluations nationales », « la préconisation d'outils, supports et démarches » et « le repérage, la diffusion et la valorisation des pratiques efficaces » en s'appuyant sur des visites des IEN et IPR.

→ Le déploiement des « bonnes pratiques »

La diffusion de ce que l'institution estime être « les bonnes pratiques » est martelée par le ministère. Qu'elles soient élaborées par des groupes d'expert-es (comme le CSEN¹ présidé par Stanislas Dehaene) ou collectées par les IEN, elles s'affranchissent le plus souvent des consensus issus de la recherche et ont une efficacité pédagogique réduite parce qu'élaborées hors du contexte de la classe.

1. Conseil scientifique de l'éducation nationale

UNE INVERSION À EMPÊCHER

Les transformations en cours visent à passer d'une évaluation au fil d'apprentissages conçus par les enseignant-es, à la généralisation d'un enseignement déterminé par les évaluations standardisées. Pourtant, depuis Jules Ferry et Ferdinand Buisson qui demandaient aux enseignant-es d'examiner en commun les supports d'enseignement « pour former l'esprit pédagogique, développer le jugement, (...) pour les accoutumer surtout à prendre eux-mêmes l'initiative », jusqu'à l'inscription de la liberté pédagogique dans la loi en 2005, l'idée que le métier doit rester à la main des enseignant-es reste affirmée.

Avec la FSU-SNUipp, les chercheur-es en sciences de l'éducation et les mouvements pédagogiques, la profession peut empêcher l'inversion engagée par le ministère.

Ce que nous PE pouvons faire : résister

Une liberté pédagogique adossée à toute la recherche

La liberté pédagogique est un des fondements de l'École publique.

Garantie d'indépendance du savoir et de sa transmission par rapport à l'autorité politique, elle est aussi gage d'efficacité : choix du manuel, des progressions, conception des séances... ne peuvent être une application à la lettre de prescriptions ignorantes des contingences et des imprévus de la classe.

Nourris de l'ensemble de la recherche en éducation, d'une culture professionnelle enrichie par les mouvements pédagogiques, les PE peuvent concevoir des situations d'apprentissage en prise avec la réalité de leurs classes.

Tous les savoirs, tous les programmes

Le Code de l'éducation est clair : «La scolarité obligatoire doit garantir à chaque élève les moyens nécessaires à l'acquisition d'un socle commun de connaissances, de compétences et de culture, auquel contribue l'ensemble des enseignements dispensés au cours de la scolarité» définis dans les programmes. Chaque discipline met en jeu des savoirs qui sont une mise en mot du monde pour le rendre intelligible. Chacune a son langage, dont la maîtrise ouvre à la réussite scolaire comme à l'émancipation.

Ces langages, mettant en jeu des savoirs à forte dimension culturelle, ne sont pas réductibles à des «fondamentaux» qui excluent les apprentissages les plus utiles à la lutte contre les inégalités scolaires.



Les collectifs de travail

Les collectifs professionnels sont de véritables ressources pour penser et élaborer son métier. Conseils de cycle, RASED, mais aussi groupes informels, mouvements pédagogiques... Autant de lieux pour confronter les expériences, les difficultés comme les réussites, partager les réflexions pédagogiques. Ce métier construit en commun permet de mieux résister à ce qui l'en-trave.

Évaluer au fil des apprentissages

La remédiation au cœur de la situation d'apprentissage permet bien plus de lever des incompréhensions qui, installées, mettent en échec. S'assurer que toutes et tous s'engagent dans l'élaboration d'une pensée, identifier en quoi des « déjà-là » font obstacle aux nouveaux apprentissages, renégocier l'activité des élèves, impliquent une évaluation au fil des apprentissages, outillée de la didactique et de la sociologie des apprentissages.

Des évaluations aux pratiques

Les items des évaluations nationales modèlent progressivement les contenus enseignés. Quelques illustrations.



► Les élèves de maternelle reconnaissent une recette de cuisine au premier coup d'œil. La connaissance de **l'organisation spatiale** des différents types d'écrit fait partie des compétences de lecteur. De l'anthropologue Jack Goody à la philologue Irène Vallejo, des chercheurs rappellent que l'écrit s'organise spatialement (liste, tableau, etc.) pour développer d'autres manières de penser. Pourtant les évaluations nationales ne présentent une recette que sous la forme d'un bloc compact à déchiffrer. Aucun item ne fait de place à l'écrit comme objet visuel. Les débats professionnels aident à prendre conscience de l'importance du travail sur les différents types d'écrits, trop souvent abandonné au profit d'un déchiffrement qui prend trop de place.

► **Écrire pour apprendre à lire** est également aux antipodes du «100% déchiffirable», alors que «l'écriture essayée» reste une solide entrée dans la lecture. D'autant que faire écrire les élèves ouvre aux **échanges sur la morphologie des mots**, levier le plus efficace¹ pour des progrès en compréhension autonome des textes.

1. Selon la recherche « Lire-écrire au CP », 2016



© DR

2 QUESTIONS À Sébastien Goudeau, Maître de Conférences en Psychologie Sociale, Université de Poitiers

1 Quels effets ont les évaluations CP et CE1?

Même si les collègues PE veillent à dédramatiser les évaluations CP et CE1, elles restent des évaluations normatives, c'est-à-dire qu'elles vont permettre la comparaison avec une norme et la comparaison entre élèves. De plus, la situation de passation avec cahiers spécifiques, exercices chronométrés, etc. peut amener les élèves à ressentir que leur « valeur » scolaire est évaluée. Les recherches connues sous le nom de « menace du stéréotype » montrent que dans une situation où les élèves perçoivent un enjeu évaluatif, les élèves qui appartiennent à un groupe social réputé moins compétent - les élèves de milieux populaires ou les filles en maths et en sciences - obtiennent de moins bonnes performances que les élèves appartenant à un groupe social réputé compétent. En revanche, lorsque la situation n'est plus perçue comme

évaluative, ces écarts de réussite disparaissent. Cet écart de réussite est produit par la peur d'être perçu moins « intelligent », une appréhension qui consomme des ressources attentionnelles, et qui a un impact sur les résultats.

2 Comment lutter contre ?

Les situations standardisées peuvent « essentialiser » les différences de réussite en installant l'idée d'une mesure chiffrée qui « résume » la valeur de l'élève. Ce qui est déterminant, c'est que les enseignants, les parents et les élèves n'interprètent pas les différences de résultats comme « fixes », comme le révélateur de différences d'intelligence. Si les trois acteurs concernés sont convaincus de la malléabilité des résultats, qu'il ne s'agit que d'une photographie à un instant T des compétences maîtrisées, alors le cadre imposé peut être moins problématique.

Des ressources pour débattre

Mettre en discussion l'évaluation, sa fonction, ses conséquences sur les apprentissages... Autant de questions de métier à débattre à partir des apports des mouvements pédagogiques et **les dossiers des Cahiers pédagogiques n°568**, de **Dialogue n°176 du GFEN** et de **Fenêtres sur Cours n°479**.



© MILLERAND/NAJA

CONTRE LE PILOTAGE PAR L'ÉVALUATION : LA PROFESSION EN CAMPAGNE

Évaluations des élèves à tous les étages de la scolarité obligatoire, évaluations des écoles, évaluations des « projets innovants »... pour imposer le respect du métier dans un tel contexte prescriptif, la profession peut compter sur la FSU-SNUipp. Réunions d'information et stages dans les départements, stage national, colloque : chacune et chacun peut se saisir des moments où le débat professionnel permet de reprendre la main sur sa pratique.

Moments de respiration, de réflexion et de découvertes, nourris des travaux de toute la recherche et des mouvements pédagogiques, la FSU-SNUipp invite toutes et tous les PE à participer à tous les temps de campagne au long cours. Renseignement auprès de la section départementale FSU-SNUipp.